

AGRICULTURE

GROUPE DES ELUS COMMUNISTES

24 juin 2007

Gérard Lahellec

L'agriculture doit changer de modèle :

Pour nourrir l'humanité,

il est vital de privilégier l'intérêt commun contre les intérêts privés !

Il ne se passe pas un jour sans que les médias n'évoquent la question du danger qui guette le climat de la terre. Dans le même temps, l'Agence Internationale de l'Energie ne cesse de prôner une politique drastique d'économies d'énergie. Selon elle, ces économies pourraient contribuer à «éviter jusqu'à 80% des émissions de gaz polluants». Cette perspective n'est pas contestée par les pays du G8 qui, en entretenant un cadre flou pour traiter de cette question, vont définir prochainement le régime international qui remplacera le protocole de Kyoto, dont l'expiration, prévue en 2012, risque d'être prononcée avant même que les Etats-Unis ne se soient donnés la peine ou la décence de l'adopter !

Mais, dans la perspective de l'après Kyoto et de la réduction de l'émission de gaz polluants, il résulterait, en principe, une modification profonde de l'organisation des transports très consommateurs en énergie, en particulier dans les secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire.

Dans un tel contexte, comment ne pas relever le paradoxe que constitue le plaidoyer de Pascal Lamy, directeur de l'OMC, qui n'a de cesse de multiplier ses interventions en faveur de la libération des échanges et donc pour le développement des transports, simplement pour répondre aux conséquences qui découleraient d'une ouverture totale des marchés à la libre concurrence !

L'objectif est on ne peut plus clair : tirer les prix à la production vers le bas, mettre les travailleurs du Monde en concurrence entre eux et favoriser l'écoulement de produits peu chers (et de moindre qualité) vers les pays dits les «moins compétitifs».

Pourtant, dans le même temps, la hausse continue du prix des céréales et la raréfaction des réserves de celles-ci illustrent la fragilité des théories libérales et montrent l'impérieuse nécessité de privilégier des politiques tournées vers la conquête des souverainetés et sécurités alimentaires et énergétiques.

C'est dire le rôle essentiel que doit jouer l'agriculture !

Une agriculture prioritairement vivrière, au service de l'alimentation et de la production d'énergies propres et locales, cette dernière production pouvant jouer un rôle de régulation des activités des exploitations agricoles en contribuant au développement des pays les moins avancés.

La régulation collective de la planète implique de privilégier un développement agricole solidaire et durable plutôt que le commerce à n'importe quel prix. La mission vitale et originelle de l'agriculture, le rôle qui doit être le sien, sont de véritables enjeux de civilisation qui ne peuvent se concevoir qu'en s'affranchissant de la soumission aux exigences du commerce et des affaires.

Dans les cinquante années à venir, le défi majeur de l'agriculture sera de nourrir 3 milliards d'êtres humains en plus qui peupleront notre planète. Ce défi majeur devra être relevé avec moins de surfaces cultivables, une moins grande consommation d'eau et de grandes économies d'énergie.

En réalité, les méthodes qui ont été mises en œuvre au cours du 20ème siècle ne seront pas applicables au 21ème et l'énergie sera un problème majeur pour l'agriculture qui devra produire plus en consommant moins.

Cette situation appelle à définir une nouvelle politique de développement agricole et donc à affranchir l'agriculture des dogmes de la concurrence et de la mondialisation libérale en introduisant de nouvelles régulations en matière de développement et de maîtrise des productions.

Ainsi, il existe des dispositifs de production qui peuvent répondre à l'objectif de produire de la nourriture et cela est notamment le cas de l'exploitation individuelle à taille humaine, avec des systèmes coopératifs en amont et en aval des productions présentant l'avantage d'être enracinés dans les territoires et susceptibles de pouvoir coopérer entre eux pour peu qu'ils y soient incités. Cette spécificité, conjuguée avec un développement de notre recherche, est de nature à favoriser aussi l'aménagement et le développement durable des territoires.

Il convient en outre, de démythifier et de rationaliser l'approche politique des questions liées au développement de la biologie et de celles ayant trait aux OGM.

Ces questions ne doivent plus, comme cela est encore trop souvent le cas aujourd'hui, être abordées en termes de développement pour vendre plus, produire plus de désherbants, pousser à la consommation, intensifier les rendements ou développer des plantes destinées à produire de l'énergie.

Ainsi, ces plantes destinées aux bio-carburants doivent en tout état de cause occuper d'autres surfaces que celles cultivées à des fins de production de nourriture, faute de quoi la priorité risquerait d'être plus accordée au remplissage des réservoirs que pour remplir l'assiette de celles et de ceux qui souffrent le plus de malnutrition. Mais dans le Monde incertain que nous vivons, la pire folie serait de laisser certains pays «confisquer» la mission de produire des denrées alimentaires et de libérer le commerce des produits agricoles pour laisser le soin au marché mondial de nourrir le reste de l'Humanité.

Ce serait une véritable escroquerie dont les premières victimes seraient encore les peuples les plus pauvres et les exploitants agricoles assurant aujourd'hui des productions utiles dans des exploitations à taille humaine.

Ce qui est à l'ordre du jour, c'est la défense de toutes les agricultures du monde de souveraineté et de sécurité alimentaire, respectueuses des hommes et de l'environnement.